

single, divorced, widowed or of uncertain status. Somehow, this does not seem to me to be quite the preferred state of affairs that the proponents of the word 'Ms.' have had in mind.

Robert M. Pike  
Queen's University

Gabriel Gagnon et Luc Martin, *Québec 1960-80, La crise du développement*, Montréal, Hurtubise HMH, Montréal, 1973.

Il n'est jamais simple de recenser un recueil de textes et ce pour plusieurs raisons. D'une part, les textes choisis sont "d'âge social" différent, en ce sens que généralement vieilliss au moment où des professeurs décident de les publier en recueil, ils ne le sont cependant pas tous de façon égale. C'est le cas par exemple ici de tout ce qui touche le Bureau d'Aménagement de l'est du Québec, le manifeste de la Revue Cité Libre "pour une politique fonctionnelle", de même que l'animation sociale, qui m'apparaissent beaucoup plus vieilliss que ce qui concerne l'autogestion, la croissance économique du Québec, les conseils économiques régionaux et les manifestes des centrales syndicales et patronales québécoises.

Du moins était-ce ainsi au moment où les auteurs de ce recueil ont lancé leur bouquin en début d'année 1974. Ce qui n'est cependant peut-être plus le cas aujourd'hui au lendemain du 15 novembre 1976 pour certains d'entre eux. Je veux dire que les interrogations soulevées à l'occasion et à cause de la période dite de la Révolution tranquille du Québec (1962-1965) ont de bonnes chances de se renouveler aujourd'hui, une large partie des équipes politiques de ce temps étant revenues en place, quoique généralement dans des fonctions techniquement différentes. Mais ne reculons pas trop vers l'avant; si j'écris cette recension au printemps 1977, les auteurs du recueil ont pour leur part produit leur oeuvre à l'automne 1973 et il ne serait guère adéquat de les relire aujourd'hui à la lumière de ce qu'ils n'osaient sûrement pas prédire il y a trois ans à peine. Je me sers de cette borne alors encore inconnue par eux, uniquement dans le but de souligner en quoi des textes, même colligés avec soin en recueil, sont toujours datés et situés socialement et prennent plus ou moins d'ampleur, non seulement par leur contenu propre, mais souvent par le contexte dans lequel et pour lequel ils sont produits. C'est la première difficulté de cette recension.

La seconde tient dans le fait que l'on peut toujours reprocher à des auteurs de recueil d'avoir introduit ou de n'avoir pas introduit tel texte en particulier. C'est le cas par exemple ici des publications critiques de la CEQ qui ont fait suite à la présentation de son "Premier plan" sur l'action éducative politique et qui m'apparaissent beaucoup plus pertinentes comme analyse de classe du système scolaire québécois, que celle alors disponible aux auteurs du recueil. En serrant de près cette seconde remarque, on pourrait sans doute en dire autant de textes extraits de la Revue Parti-Pris, du texte de Claude Lemelin sur la décennie économique 70, des deux textes portant sur le mouvement coopératif, de même que celui du C.A.P. Saint-Jacques concernant l'organisation politique des travailleurs. Dans chacun des cas, il me semble que l'on pourrait y substituer des analyses plus récentes ou venant d'autres organismes, qui traitent de la même question et

seraient probablement mieux utilisables en termes de problématique de développement, que celles ici retenues. Mais ce serait là encore une fois poser de faux problèmes ou les poser à contretemps.

Aussi bien vais-je dès ce moment me centrer sur la problématique développée par les auteurs du recueil et pour laquelle les textes servent surtout d'appui ou de repoussoir. Car le plus éclairant d'un recueil me semble-t-il, ce ne sont pas tant les textes eux-mêmes, que les introductions des auteurs et les modes d'agencement qu'ils ont retenus.

Nous sommes à cet égard ici privilégiés, les auteurs ayant pris la peine de produire une conclusion analytique en même temps qu'une introduction-déclaration d'intention. Introduction et conclusion qui nous éclairent beaucoup plus, comme à l'accoutumée, sur leurs intentions que sur le contenu des textes; ce qui ne cesse de m'apparaître tout à fait normal.

Non sans avoir au préalable toutefois marqué une réserve certaine quant à la prétention anthologique de ce recueil. Cette dimension globalisante n'est pas de la plume de Gagnon-Martin, mais de celle des responsables de la collection l'Homme dans la Société des éditions HMH, dans laquelle s'inscrivait alors ce second recueil de textes. Nous la trouvons démesurée en regard du recueil lui-même, en ce sens que ce dernier n'a pas la prétention de couvrir de textes québécois toutes les dimensions du développement social du Québec depuis la décennie soixante, mais de simplement "donner visage à une certaine forme de développement" qui s'est alors manifestée selon nos auteurs et que l'on retrouve à travers les "projets, expériences et idéologies" par eux identifiés et mis en vedette à travers les textes retenus. Ils prennent d'ailleurs soin de nous indiquer des sources qui auraient "dû faire partie de ce document" et qui n'y apparaissent pas pour lui "conserver des dimensions raisonnables". Aussi faut-il souhaiter ne voir ce recueil que pour ce qu'il cherche à être: un instrument de consultation sociale, surtout scolaire; un assemblage de textes choisis en fonction de leur pertinence pour la démonstration d'une thèse particulière, celle des auteurs du recueil.

Je marquerai cependant une réserve plus grande à l'égard du choix pratiqué par les auteurs, de ne retenir que les idéologies exprimées sous forme de discours, pour marquer l'opinion réelle des groupes de pression et partis politiques québécois. C'est là un raccourci fort utile, mais qui risque bien de taire les tensions et hésitations internes de chacun des groupes, les factions qui s'y meuvent et l'évolution par monts et par vaux de portée inégale qui s'en dégage. Mettre volontairement de côté cet aspect des groupes, c'est miser en entier sur la pertinence du discours qu'ils tiennent, en regard de leur action concrète. Les centrales syndicales sont un bel exemple de ce décalage toujours présent et le Parti Québécois maintenant au pouvoir n'y échappe pas non plus. Je sais bien que les groupes ne produisent guère d'analyse critique de leur propre action et en ce sens il est exact qu'il soit difficile, comme le soulignent nos auteurs, de les "observer et de les mesurer dans leur action quotidienne". Mais il est de plus en plus d'analyses produites à leur égard, dont certaines étaient déjà disponibles avant la parution de leur recueil et qu'ils auraient eu avantage à prendre en compte me semble-t-il. A moins que les auteurs aient idéologisé à leur façon le "volontarisme" qu'ils accolent au développement québécois des années soixante et qu'ils l'aient transposé dans le choix de textes qu'ils ont pratiqué. Où volontarisme devient aisément idéalisation; où projet déclaré est pris à sa face même. Je crains que nos auteurs aient succombé à cet autre sociologisme latent, aussi dénoncé par

ce vieil C. Wright Mills dont ils se prévalent à propos de l'empirisme libéral constamment résurgent. . .

Quoi qu'il en soit par ailleurs, il vaut la peine d'utiliser ce recueil dans nos cours respectifs traitant du Québec des années soixante. J'en dirais cependant moins pour la décennie soixante-dix, qui était à peine entamée au moment de leur production et encore bien davantage moins pour leur projet prospectiviste des années quatre-vingt. Mais n'anticipons pas trop, nous y reviendrons tout à l'heure.

Nos auteurs parlent de développement, mais ils le ramènent tout entier ou presque à la planification et à la participation intégrative. La jaquette du livre est à cet égard aussi instructive que plusieurs extraits que l'on pourrait par ailleurs reproduire et qui vont tous dans le même sens: il s'agit nous dit-on, de "matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation".

Les auteurs prennent pourtant la peine de souligner en conclusion, en quoi une véritable sociologie du développement de la société québécoise devrait en tout premier lieu s'appuyer sur une étude proprement québécoise du degré d'américanisation du Québec, aussi bien syndicale, universitaire et culturelle d'ailleurs que proprement économique, précise-t-on, et ceci afin que l'économie retrouve "sa vraie place dans une vision globale du social"; s'appuyer aussi sur une analyse pertinente "des classes sociales québécoises", lesquelles nous dit-on, doivent être lues dans "toute leur complexité et non sous forme d'un combat entre cowboys-bourgeois et Indiens-prolétaires"; et insérer le tout enfin dans le système mondial.

On nous permettra j'imagine de tiquer devant cette suggestion de système mondial unique; devant cette insistance à québéçiser à tout prix les classes sociales d'ici, "qu'un auteur du dix-neuvième siècle, si génial qu'il ait été, ne pouvait ni pressentir ni analyser"; devant cette ambiguïté de la "vraie place de l'économique dans le social". Veut-on ici inférer, car le court texte en question n'est pas explicite, que l'économique prend trop de place dans certaines analyses et pas assez dans d'autres? C'est l'impression que nous donne le texte: à droite de l'analyse marxiste, à gauche de l'analyse culturaliste. Veut-on de même proposer que l'analyse spécifique des classes sociales québécoises soit faite en elle-même; ou ne faudrait-il pas plutôt qu'elle soit faite à travers une analyse spécifique de l'état de développement de notre mode de production économique-social? Des auteurs du vingtième siècle ont déjà poussé l'analyse marxiste en cette veine; il vaudrait sans doute la peine de les utiliser.

Mais là n'est pourtant pas la question principale puisque nos auteurs, après avoir souligné les lacunes de nos analyses sociologiques sur ces trois domaines directement reliés à l'objet d'une sociologie du développement, insistent dès lors pour qu'une telle connaissance nouvelle de la réalité québécoise ne prenne "tout son intérêt que lorsqu'elle nous permettra aussi d'évaluer les expériences de planification et de participation" décrites au recueil. Et nous voilà revenus à notre point de départ: le développement, c'est de façon centrale, la planification et la participation qui en donnent la clef.

Les auteurs s'en défendront probablement, mais cette insistance est déjà lourdement inscrite à leur définition théorique du développement. Qu'on en juge plutôt:

Nous avons voulu voir le développement comme la capacité politico-administrative d'exploiter de façon optimale les ressources disponibles dans une société donnée, de répartir les fruits de cette production de façon égalitaire entre

les différents membres de cette société et de mobiliser ceux-ci de manière à ce qu'ils puissent définir eux-mêmes, à diverses instances et selon diverses modalités, les conditions de leur production et de leur jouissance. (p. 24)

Qu'est cette capacité politico-administrative, sinon la planification par les appareils politiques; qu'est cette mobilisation participative à plusieurs instances, sinon les expériences de participation intégrative dont est truffé le recueil. Nous disons bien participation intégrative et non pas oppositionniste; décentralisatrice-déconcentratrice si l'on veut, mais intégratrice quand même, puisqu'il n'est nulle part question d'autre chose que de "contestation" issue de l'action des appareils politiques; ce qui laisse supposer qu'en d'autres conjonctures, l'avènement d'un gouvernement du Parti Québécois par exemple et sa série de sommets consensualistes, son besoin de faire le plein des voix en vue d'un éventuel référendum, puis d'un éventuel nationalisme économique par exemple et la libéralisation des contraintes qu'il introduirait à cette fin, et ainsi de suite, en ces autres conjonctures donc, la contestation peut très bien cesser tout autant qu'à la belle époque de la Révolution tranquille. Ou en tout cas changer de camp; des poètes et chansonniers, des syndicats, des comités de citoyens, des associations d'étudiants — pour ce qu'il en reste dans ces deux derniers cas — se loger dorénavant, du moins pour un temps, chez les chambres de commerce, les associations d'industriels, les porte-paroles de sièges sociaux de compagnies transnationales, les partis fédéralistes et ces 326 "traîtres à la nation inféodés depuis toujours" que dénonçait récemment le ministre de la loi numéro Un.

Ce que je veux dire, c'est que les catégories sociales dont se servent nos auteurs, les expériences avortées de développement régional et les processus à toutes fins pratiques terminés parce qu'intégrés d'animation sociale, s'ils ont bien été nourris de l'action et de l'inaction des appareils politiques du temps de la Révolution tranquille, et s'ils dépassent bien comme le soulignent nos auteurs le processus de prise de décision technocratique du début des années soixante, ne se définissent néanmoins que par référence à ces appareils et à leurs décisions, et nullement ne me semble-t-il par opposition au système protégé par ces appareils. Ce que devrait nous démontrer le premier moment de cette seconde révolution tranquille maintenant amorcée.

Je retiens donc surtout pour ma part l'importance des débats idéologiques relancés à l'occasion de la décennie soixante et surtout de la soixante-dix, comme phénomène marquant de cette période, en même temps que l'institutionnalisation de la pénétration étatique dans l'organisation sociale du Québec.<sup>1</sup> Et ces deux phénomènes concurrents sont tous les deux explicables par l'état de développement de notre mode de production local. Sans qu'il ne soit question de cowboys et d'indiens.

Aussi bien, la planification en miettes des années soixante tout autant que la large participation qu'ont cru déceler nos auteurs, toutes les deux sous l'égide de l'Etat-nation naissant, se résument-elles selon moi assez justement en ce que nient les auteurs du recueil: une série, cohérente, de transformations au niveau de la gestion des affaires publiques. Si

<sup>1</sup> Une récente étude du groupe interuniversitaire de Prospective québécoise, analysant "le sous-système des valeurs", donne à cette pénétration étatique dans les sphères locales et périphériques de la gouvernance politique, un effet de re-centralisation, de re-concentration et d'intégration sociale, que je suis prêt à partager.

l'on excepte le débat idéologique renaissant et qu'ont presque exclusivement alimenté les centrales syndicales au cours de la décennie soixante dix.

J'insiste sur la renaissance et non sur la naissance du débat idéologique alimenté par les centrales syndicales. Si l'on voulait bien un jour cesser de croire que le syndicalisme est né au Québec avec la CSN de 1949, ce à quoi ne sont pas parvenus nos auteurs, si l'on voulait bien se rappeler les confrontations issues des années de crise et que n'alimentait alors la CTCC que du côté corporatiste, si l'on pénétrait enfin une véritable histoire du syndicalisme québécois qui prendrait en compte les luttes des organismes depuis toujours majoritaires et régulièrement contestataires, les branches québécoises des unions dites internationales et des unions canadiennes, on se rendrait compte enfin, que la dynamique conflictuelle ne commence pas du tout avec 1949 et Asbestos;<sup>2</sup> que les décennies précédentes n'ont été unanimistes et communautaristes, pour reprendre l'expression de nos auteurs, que chez l'élite bourgeoise et petite-bourgeoise canadienne-française, et pas du tout dans les centrales syndicales; que le creux de contestation est largement celui des décennies cinquante et soixante; que la décennie soixante-dix renoue plutôt avec les orientations idéologiques antérieures des centrales syndicales québécoises. Ce qui donne une toute autre lecture de la réalité sociale du Québec, vous en conviendrez.

Sans pour autant nier les trois pôles principaux identifiés par nos auteurs pour la décennie soixante: action modernisatrice de l'Etat, émergence de réponses et d'expériences locales, floraison de revendications nouvelles. Mais en niant toutefois, ou en tout cas en mettant une sourdine à deux des trois dimensions nécessairement liées qu'ils donnent au mouvement développementaliste: mode de production avancé et autonome, d'accord; société auto-gérée et égalitarisation des fruits de la production, je ne les vois ni nécessaires au développement, ni présentes de façon marquée dans l'historique de la décennie soixante.

Aussi l'essai de prospective de la décennie quatre-vingt qu'esquissent nos auteurs en conclusion, comme jonction de trois tendances déjà présentes: inquiétude écologique des technocrates, revendications autogestionnaires des travailleurs et mobilisation sociale de "la nouvelle culture", ne me convainc-t-elle guère, dans la mesure où je ne les trouve pas encore en 1977.

L'analyse marxisante que commencent à pratiquer les deux centrales syndicales qui ne s'y étaient pas encore adonnées – la CSN et la CEQ – ne les mènera pas du tout nécessairement vers des revendications autogestionnaires, dans la conjoncture quasi-impossible de Tricofil et la fausse représentation des expériences de Tembec et de Cabano. Les expériences communautaristes des comités de citoyens urbains et des opérations Dignité d'arrière-pays rural ne font montre d'un grand avenir me semble-t-il, que dans la mesure où elles s'intègrent aux nouveaux modes de gestion des affaires publiques de la nouvelle équipe politique en place.

Quant aux réalisations de la nouvelle culture et aux inquiétudes écologiques des nouveaux technocrates en mal de qualité de vie, qu'en reste-t-il sérieusement dans le premier cas, qu'en sortira-t-il de radical dans le second? Nos auteurs disent franchement

<sup>2</sup> Une telle histoire est heureusement en préparation au sein des centrales syndicales québécoises et fait usage de nombreux textes déjà parus, mais qui n'ont pas eu la publicité de ceux vantant les mérites de la CSN.

leur utopie à cet égard et prennent même le soin de nous mettre en garde à l'égard de nouvelles défroques qui cacheraient un vieil humanisme libéral.

A moins de croire comme une analyse récente de la Revue Mainmise le suggérait,<sup>3</sup> que ce soit la nouvelle culture qui récupère la société québécoise et non l'inverse, je crains fort pour ma part que nos auteurs aient plus raison dans leur crainte que dans leur utopie. Il ne me semble en effet pas rare de voir se côtoyer des tenants d'un néo-libéralisme, généralement majoritaires selon moi, et des tenants d'un nouvel humanisme post-étatique, évidemment minoritaires, dans les mêmes chamarrées défroques de la "nouvelle culture".

Nos auteurs s'en prémunissent instinctivement et ne vont pas jusqu'à l'utopie post-étatique. Mais que leur reste-t-il alors de palpable, qui puisse définir ce bon vieux "Socialisme d'ici", sinon des relents, tenaces, de l'idéologie nationaliste québécoise. . .

J'utiliserai quand même régulièrement ce recueil dans mes cours.

G.-Raymond Laliberté  
Université Laval

Ignacy Waniewicz, *Demand for Part-Time Learning in Ontario*, Toronto, Ontario Educational Communications Authority and the Ontario Institute for Studies in Education, 1976.

This study has filled a gap. We had heard much about how our society was on the verge of wholesale enthusiasm for lifelong learning but we had been told little about what people were actually doing or wanted to do. Waniewicz tells us what people say they are doing and want to do. His study was based on a sample of individuals surveyed by an interview technique.

The design of the survey divided them into three categories, learners, would-be-learners and non-learners. The data permits estimates of "demand" in the psychological rather than the economic sense, and the purpose of the study is descriptive rather than explanatory. Within these self-imposed limitations, the study does provide answers which were not available before.

Excluding those who are full-time students at some institution, just over half of the adult population (defined as 18 to 69) are not interested in learning, in the sense of a deliberate effort to acquire knowledge or skill whether by self-directed study or more formally. Of the remainder who are interested, about two-thirds are engaged in some learning activity and one-third would if they could. The fact that half the adult population are interested in more learning endorses the exertions of those who see their mission as adult education, and the fact that half are emphatically not interested is an equally powerful rebuttal of excessive enthusiasm. Narrowing the focus, it can be estimated that 150,000 adults are engaged in degree-work and another 70,000 or so in "adult education", for a total of 220,000 people other than full-time students in the universities. This is less than five percent of the adult population, but it is nevertheless a large number.

However, it is the accreditation picture which is more revealing: first, the study

<sup>3</sup> Je fais ici référence à un extrait de l'étude du GIPQ mentionnée en référence précédente.